
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. LXXXV.

Du Lundi 21 Septembre 1789.

Détails de la séance de Vendredi 18 Septembre.

LES tribunaux inférieurs s'empresrent tous les jours d'adhérer aux décrets de l'assemblée nationale. Le bailliage de la Charité-sur-Loire, & la sénéchaussée de Montelimart lui ont annoncé que la justice gratuite alloit être rendue dans tout leur ressort, à compter du premier septembre.

Il est des parties du royaume où les principaux habitants ne sont pas encore mûrs pour la révolution féodale ; ce sont celles qui avoisinent la féodalité de l'impôt ; la noblesse de la basse Alsace a envoyé des réclamations contre les arrêts du 4 août, relativement à l'abolition du régime des fiefs, pour le soutien duquel la maison palatine de Deux-Ponts, réclame en même temps sur la foi des traités, comme s'il pouvoit y avoir sous le même souverain des terres libres & des terres servies ; comme si une partie du royaume pouvoit secouer la domination

Tom. III,

E

seigneuriale ; tandis que l'autre y demeureroit asservie. Loin de nous ces ménagemens politiques ou industrieux pour cette rouille gothique & pour cette servitude féodale qui , comme le despotisme , devient contagi use , & qui , resserrée dans une des plus belles parties du royaume , pourroit un jour se propager & couvrir encore de ses injustices & de ses vexations le premier empire qui ait eu le courage de l'antéantir

Séance du soir.

L'assemblée nationale reçoit presque tous les jours , de toutes les parties du royaume , des procès-verbaux de prestation de serment des différentes garnisons ; M. Emery , député de Lorraine , a ouvert la séance par le rapport du procès-verbal de la prestation du serment des troupes qui sont en garnison à Metz , qui est une des clefs du royaume ; mais il a observé que ce serment n'avoit pas été prêté par M. le commandant de la place & les officiers généraux ; comme si quelque classe de citoyens pouvoit avoir le privilège de se soustraire à des décrets devenus une loi du royaume.

M. le vicomte de Mirabeau a paru desirer prendre la parole sur cet objet , ainsi que plusieurs autres membres qui en ont senti tout l'intérêt , mais cette affaire a été renvoyée à une autre séance.

Continuation de celle de samedi.

Les actes de bienfaissances patriotiques se multiplient tous les jours ; M. Sauvage de l'académie royale de peinture , a trouvé , dans une fortune bornée , le moyen de contribuer à la libération de l'état , par le sacrifice d'une

partie de ses créances & des productions de son célèbre pinceau.

Madame Leprévôt, de Paris, a envoyé au trésor national plusieurs pièces d'argenterie, & MM. Germain, frères, un billet de caisse de mille livres.

On se plaît à distinguer parmi tous ces dons, celui des élèves d'une maison d'éducation de la ville de Nantes; ils ont donné un exemple qui doit faire espérer à la nation de grands progrès de l'esprit public, & de l'amour de la patrie dans les générations futures.

Voici la lettre qu'ils ont écrite à l'assemblée nationale.

N O S S E I G N E U R S ,

« Il fut toujours beau de marcher sur les traces de ceux qui ont fait des généreux sacrifices à la patrie. La jeunesse même n'a point d'autre moyen de se former & de faire concevoir d'elle les plus flatteuses espérances, que de tâcher d'imiter, *en petit*, les grands exemples de vertu & de patriotisme que d'habiles instituteurs ont le soin de leur remettre sans cesse sous les yeux. C'est d'après ce principe que les élèves de M. de la Feuillade, frappés du rare exemple que quelques citoyennes de Paris viennent de donner à la France, osent offrir à l'auguste assemblée nationale le seul bien dont ils puissent disposer, leurs *menus plaisirs pendant l'espace d'une année*. (1)

Des enfans qui commencent leur carrière par de pareilles actions, méritent bien de les voir consignées avec leurs noms dans les dépôts de l'histoire; les voici: Michel, parisien; Pager, du mole Saint-Nicolas; Gantier, américain; Béon aîné, du Cap-Français; Béon cadet, *idem*;

(1) L'envoi des élèves & du directeur de cette pension, se monte à 961 liv.

Monnereau cadet, *idem* ; Payreul, de Nantes ; Fontemoire ; libournais ; Vireu, de l'Île-de-France ; la Rivière, malouin ; & la Feuillade, professeur royal ; *signés*.

M. Camus a demandé que l'extrait du registre des dons patriotiques soit imprimé chaque semaine & rendu public. L'assemblée l'a ordonné ainsi.

M. Camus a observé encore que la place d'archiviste ne l'obligeant qu'à la garde des papiers, il devoit être déchargé du soin de conserver l'argenterie & les bijoux qui ont été déposés provisoirement dans les archives. L'assemblée a arrêté qu'il seroit nommé dans les bureaux trois trésoriers, qui garderont chacun une clef différente de ce dépôt.

Peut-être vaudroit-il mieux que l'on établît au nom de l'assemblée nationale, dans chaque ville du royaume, un dépôt pour tous les dons faits à la patrie, avec ordre d'imprimer chaque mois la liste de leurs généreux auteurs : cette méthode seroit aussi solennelle & peut-être plus utile en se rapprochant de toutes les classes des citoyens.

Une députation de la garde nationale rouanaise, qui avoit escorté des convois de bled & de farine pour la capitale, a reçu de l'assemblée des témoignages flatteurs pour sa conduite & son zèle généreux.

La municipalité de Nîmes a envoyé le procès-verbal de la prestation du serment de sa garnison.

La noblesse du bailliage de Draguignan a ratifié l'abandon de ses privilèges, fait à la séance du 4 août.

La ville d'Orthez vient d'adhérer aux décrets de l'assemblée, renonce à ses privilèges, & réclame la convocation des états de la province.

Comme M. d'Espreménail a demandé la parole sur la motion incidente faite par M. de Volney, & que les débats ont porté sur cette motion, nous allons la consigner ici.

Il demandoit que l'on rentrât sans délai dans la discussion des objets essentiels & pressans de la constitution : qu'en conséquence, il soit avant tout discuté & déterminé,

1°. De combien de membres sera composé le corps législatif ? 2°. Quelles seront les conditions requises pour être électeur & éligible ? 3°. Quels seront le mode & les départemens des élections ? 4°. Et qu'aussi-tôt que les objets seront décidés, l'assemblée actuelle, sans quitter la session, ni discontinuer ses travaux, ordonne dans toute l'étendue du royaume une élection de députés, selon le nouveau mode, lesquels viendront nous relever & substituer une représentation véritablement nationale, à une représentation vicieuse & contradictoire, où des intérêts personnels & privés, mis en balance égale avec l'intérêt général, ont la faculté d'opposer un effort puissant à la volonté publique.

M. Camus ayant demandé qu'on reprit une motion précédemment faite sur l'organisation des assemblées provinciales, municipales & de districts, a représenté combien cette organisation étoit urgente pour rétablir l'ordre dans le royaume & pour y asservir l'impôt. « Il sera impossible, a-t-il dit, de rien faire dans l'un & l'autre genre, tant qu'il n'aura pas été établi une chaîne de communication entre toutes les parties du royaume, de manière que, de l'assemblée nationale, il soit possible de descendre au plus petit village & de remonter du plus petit village à l'assemblée nationale. »

M. Camus divisoit le travail de cette organisation en deux parties : la qualité requise pour entrer aux assemblées, le nombre de leurs membres, le temps & la durée de leur session, sont des objets de la première classe ; le lieu où les assemblées se tiendront, les districts qu'elles comprendront, sont des objets de la seconde.

Pour faire marcher ces deux objets de front , & accélérer le plus qu'il est possible des opérations aussi urgentes , M. Camus proposoit , 1°. de nommer un comité d'un député de chaque généralité , pour travailler à la distribution du royaume en un nombre de cantons , dont chacun auroit son assemblée provinciale. Ce comité appelleroit les députés de chaque province ou bailliage , pour procéder ensuite à la distribution des municipalités & districts qui seroient sous l'assemblée provinciale ; 2°. pendant le temps que le comité s'occupoit des localités , on agiteroit successivement dans l'assemblée les questions relatives au nombre des électeurs , à leurs qualités , à la composition des assemblées , à leurs scssions & à leurs fonctions.

M. Camus a eu grande raison de regarder les municipalités comme un des objets les plus importans des délibérations de l'assemblée nationale ; il ne paroît pas également vrai que ce soit l'objet le plus urgent.

Pour sentir l'importance des municipalités , il suffit d'avoir senti celle de la milice bourgeoise , qui , dans tout le royaume , doit être dans la dépendance & sous les ordres de la municipalité. Ces deux objets sont connexes , & forment ensemble dans l'état une *puissance nouvelle* , qui seule peut en assurer le repos & la liberté.

Une nation non armée ne sera jamais libre , & une nation armée pourroit être pour elle-même une nouvelle calamité , si la milice n'étoit sous les ordres des personnes même qu'elle a chargées de la police du royaume : alors nul excès à craindre de la milice ; il n'y a pas de bien public qu'on ne doive en attendre. Une nation quelconque a toujours deux grandes classes d'ennemis ; des hommes puissans qui en veulent à sa liberté , & des malheureux qui en veulent à ses propriétés , parce qu'ils n'ont pas de travail pour vivre , ou qu'ils veulent vivre sans travail. La masse des

citoyens se trouve placée entre ces deux classes d'hommes vraiment redoutables; il faut qu'elle puisse se défendre contre les uns des abus de l'autorité, & contre les autres des attentats de l'indigence. Le trône même trouvera dans une nation ainsi organisée, un boulevard pour sa défense, ou un écueil pour l'autorité arbitraire, selon qu'il protégera ou menacera la liberté publique. Le seul vice que pourroit avoir la belle institution des *municipalités* secondées par une milice bourgeoise à leurs ordres, seroit qu'elle fût commandée par des hommes revêtus d'une autre autorité que l'autorité populaire, & d'un autre titre que celui de citoyen. Ce seroit en ce cas donner à l'aristocratie le commandement des troupes destinées à se défendre de ses excès.

Voilà l'importance des *municipalités* liée à la milice nationale. Est-il pour cela plus urgent de les organiser, qu'il ne l'est d'organiser le corps législatif? Non sans doute; il est aisé de prévoir que la composition du corps législatif pourra servir de modèle à celle des assemblées provinciales & municipales. Aussi cette motion, quoique très-utile, a paru prématurée de quelques jours.

M. le vicomte de Mirabeau préféreroit la motion de M. de Volney à celle de M. Camus, & lui donnoit dans son opinion la priorité. « L'approbation unanime, a-t-il dit, qu'a obtenu cette motion, prouve que nous voulons tous faire le bien, quoique par des routes différentes, & que nous avons des difficultés à l'opérer par la diversité des opinions. Une nouvelle convocation, dans laquelle il est probable qu'il y aura plus de propriétaires que d'orateurs, plus de citoyens que de philosophes, donnera encore l'avantage inappréciable de composer différemment l'assemblée, de faire ratifier notre ouvrage par nos commettans, qui feront mieux que nous les loix subséquentes, & nous

jouirons de l'honneur d'avoir frayé une route épineuse. Mais en demandant la priorité pour la motion de M. de Volney, je propose deux amendemens ; le premier , que nul de nous ne pourra être réélu pour la prochaine assemblée (1) ; le second , qu'aucun membre de l'assemblée actuelle ne pourra se présenter dans les assemblées élémentaires ».

Malgré cette espèce de mort civile ou d'excommunication politique dont M. le vicomte de Mirabeau vouloit frapper tous ses chers confrères , on ne peut refuser à son opinion une tournure piquante & joviale.

M. la Vie pensoit que la gravité des fonctions législatives ne pouvoit s'allier à tant de gaieté. On n'est pas venu ici , s'est-il écrié , pour faire un cours d'épigrammes , & pour changer en tréteaux la tribune aux harangues.

M. le comte de Mirabeau, traitant la chose moins sérieusement , disoit au contraire : « J'ai trouvé toujours d'un très-bon esprit , de faire son métier gaiement ; & en conséquence je trouve simple qu'un honorable membre , dont je n'ai ni le droit ni l'intention de censurer les discours , ait mis quelque gaieté dans les motifs de la priorité qu'il réclame pour la motion de M. de Volney.

Cette motion est sans doute le fruit d'un bon esprit & d'une intention pure ; elle est d'accord avec des principes que nous reconnoissons tous ; mais elle a un vice , c'est d'être en contradiction avec le serment que vous avez fait ; voici une considération politique ; à présent que nous sommes en marche d'une manière plus mesurée & plus analogue , les pas les plus difficiles , les plus épineux sont franchis : nous ne devons pas nous dissimuler que

(1) M. de Mirepoix avoit fait la même demande dans la séance où M. de Volney fit sa motion.

les faits vrais ne circulent pas aussi vite que les calomnies ; que seroit-ce dans un moment où il existe des dissensions ? ne seroit-ce pas annoncer aux provinces l'espèce d'éloignement qui devoit naître de si grands intérêts , mis si fréquemment & si précipitamment en opposition ? »

« On a reconnu , dit-on , la justice de la motion , par l'unanimité des suffrages qu'elle a obtenus à la première lecture , & j'y reconnois le succès que devoit avoir le désintéressement généreux des membres de l'assemblée , c'est-à-dire , si vous en trouvez de plus dignes , envoyez-les ; mais vous n'avez pas entendu annoncer à la nation que vous étiez discordans.

» Quant aux amendemens , admettre le premier , ce seroit supposer qu'il y a d'autres moyens que la confiance ; ce seroit dire à la nation : vous ne donnerez pas votre confiance à tel ou à tel autre ; est-ce-là la liberté des élections ? Le corps législatif ne peut donner des loix à la nation , qui est & qui fera toujours son suprême souverain.

» Quant au second amendement , relatif à l'exclusion des lieux des assemblées élémentaires , demandé contre les députés actuels , on peut faire ses honneurs , mais non ceux des autres. Si nous croyons devoir nous en abstenir , nous en sommes les maîtres , mais toute exclusion seroit honteuse , & ne doit pas être l'apanage des fondateurs de la liberté publique ».

M. de Bonnai a rappelé l'ordre du jour , pour s'occuper de la constitution.

M. de Gouy d'Arci , après avoir prouvé que le salut de l'état étoit dans l'administration des finances , & que , depuis long-temps , la bursalité , la fiscalité , la venalité , étoient nos plus grands fléaux , a parlé ensuite de la situation de nos finances ; mais peut-être a-t-il trop for-

tement déchiré un voile qu'il ne faut soulever qu'avec prudence ; le patriotisme a aussi ses excès comme ses dangers.

M. d'Aiguillon, président du comité des finances a pris la parole. Il ne faut pas croire, a-t-il dit, que les finances soient étrangères à la constitution ; elles marchent ensemble. Je propose donc de consacrer deux jours de chaque semaine pour les finances, les autres quatre jours seront destinés à la constitution. M. Target a fort appuyé cette motion.

M. Nourissart a donné quelques détails sur l'état du dernier emprunt.

M. Garat a réclamé la priorité pour le travail de la constitution, & M. de Virieux a pensé qu'il falloit abandonner dans le moment la motion de M. Camus & celle de M. de Volney, dont il n'adoptoit pas les amendemens. Il insistoit au contraire pour que la priorité fût accordée au plan de travail présenté par le comité de constitution, sur le pouvoir législatif & exécutif.

On est allé aux voix sur ces diverses motions.

Il a été arrêté d'employer le vendredi & samedi de chaque semaine, à la discussion des finances & au rapport du comité.

Sur la demande de M. Dufraisse, il a été décidé encore que le précis du travail des finances, qui doit être discuté dans les deux jours, sera remis dans les bureaux le jeudi au soir.

Sur la demande de M. de la Borde, on a arrêté aussi de faire imprimer les états de recette & de dépense pour être remis à chacun des membres de l'assemblée.

A la fin de la séance, M. le vicomte d'Ambly a proposé de donner, pour servir à libération de l'état, le centième denier de la valeur de la fortune de chaque

citoyen. Cette proposition patriotique n'a pu être suivie. La fin d'une séance déjà très-longue n'y étoit guère propre.

Séance de samedi soir.

Elle a été entièrement employée à la discussion des nombreux projets d'arrêts & d'amendemens sur la gabelle. Nous en rendrons compte quand il y aura un décret sur cet objet important renvoyé à lundi soir.

M. Emery a réclamé en vain la parole sur le procès-verbal de la prestation du serment de Metz.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.